

Retour sur le chaos syrien : les compromissions pro-islamistes de la politique étrangère américaine...



Alexandre del Valle revient cette semaine sur un sujet dont on ne parle plus beaucoup depuis quelques mois, la Syrie, ceci alors même qu'une bataille « finale » oppose actuellement les forces pro-gouvernementales (régime syrien et alliés militaires russes) aux derniers bastions jihadistes (pro-Al-Qaïda) dans la région d'Idlib (Nord-Ouest du pays).

Avec Alexandre Del Valle

En fait, si les médias occidentaux évoquent si peu ou minimisent même l'activité d'Al-Qaïda en Syrie et ailleurs - où la maison mère jihadiste demeure fort active (Somalie, zone « AfPak », Afrique sub-saharienne, etc) - c'est en fait parce que les pays occidentaux et en particulier les Etats-Unis ont souvent joué un rôle fort trouble avec les groupes jihadistes sunnites et les jihadistes d'Al-Qaïda en particulier. Pour approfondir ce sujet à la fois crucial et polémique, Alexandre del Valle a rencontré l'expert du renseignement et du Moyen-Orient Maxime Chaix, journaliste indépendant, auteur d'un livre incontournable sur la genèse de l'islamisme terroriste et les relations ambiguës entre les Etats-Unis et l'islamisme radical sunnite (La guerre de l'ombre en Syrie, ed Erick Bonnier).

Dans un ouvrage central, Le Soleil d'Allah, le général Pierre-Marie Gallois, éminent stratège et géopolitologue initiateur de la force de frappe nucléaire française, dénonçait déjà, en 1996, en s'appuyant sur les cas de l'ex-Yougoslavie et de la guerre en Irak, les compromissions occidentales et en particulier américaines avec l'islamisme radical. D'une certaine manière, sa thèse et sa grille de lecture sont encore valables aujourd'hui pour désocculter la stratégie pour le moins étrange des Etats-Unis et de l'Occident en Libye, où les forces de l'islamisme ont été en 2011 objectivement appuyées face au régime de Mouammar Kadhafi, puis a fortiori, depuis 2013 en Syrie, où maints groupes rebelles islamistes et même liés à Al-Qaïda ont été appuyés par des pays occidentaux et surtout par Washington. A l'aune de ce constat, la Syrie reste au cœur du débat public pour au moins trois raisons principales, d'après Maxime Chaix, l'un des meilleurs connaisseurs de la guerre en Syrie et auteur d'un ouvrage, La guerre de l'ombre en Syrie, qui analyse la stratégie pro-islamiste des pays occidentaux face au régime de Bachar al-Assad: 1/ le retour des djihadistes européens de l'organisation « État Islamique » dans leurs pays d'origine respectifs, 2/ l'influence contestée de l'Iran au Levant, 3/ l'offensive menée par les forces syriennes et leurs alliés russes et iraniens afin de reprendre Idlib et sa province, au nord-ouest de la Syrie. Chaix rappelle les propos de l'ancien émissaire américain de la coalition anti-Daech, Brett McGurk qui reconnaît lui-même que « la province d'Idlib est le plus vaste refuge d'al-Qaïda depuis le 11-Septembre », regroupant aujourd'hui jusqu'à 25 000 jihadistes affiliés à l'ex-Front al-Nosra – la fameuse branche d'al-Qaïda en Syrie...

En toute logique, Damas et ses alliés comptent reprendre ce verrou stratégique et ils essayent d'atteindre cet objectif sans mettre de gants – à l'instar d'une coalition du Pentagone qui a littéralement dévasté Mossoul et Raqqa pour y vaincre Daech entre 2016 et 2017,

mais sans que nos médias ne s'en émeuvent particulièrement. D'ailleurs, dans les médias occidentaux, il n'est fait mention de la bataille stratégique d'Idlib que pour dénoncer la « sale guerre » menée par les armées syrienne-loyaliste et russe, tandis que le fait que l'Ouest de la Syrie soit devenue le plus grand refuge de terroristes d'Al-Qaïda est presque systématiquement passé sous silence. Et tandis que les Occidentaux affirment avoir vaincu DAECH en Irak et en Syrie par des bombardement pourtant massifs mais supposés « propres », les Russes et leurs alliés syriens et iraniens sont accusés de « crimes contre l'Humanité ». Deux poids deux mesures... Le point de vue d'un expert comme Maxime Chaix est plus utile que jamais.

Alexandre del Valle : Vous pointez en effet des dysfonctionnements dans le traitement médiatique occidental de la guerre en Syrie – un constat récurrent dans votre livre. Dans le contexte de l'actuelle offensive d'Idlib, constatez-vous des dysfonctionnements similaires ?

Maxime Chaix : Outre le fait que les djihadistes de l'ex-Front al-Nosra à Idlib ne sont presque jamais montrés dans les médias occidentaux, ces derniers oublient que cette branche d'al-Qaïda en Syrie avait initialement conquis cette province au premier trimestre 2015 grâce à la CIA et à ses partenaires occidentaux et moyen-orientaux. En effet, cette coalition de services spéciaux appuya cette offensive d'al-Nosra et de ses alliés depuis le Sud de la Turquie, en livrant notamment des missiles antichar TOW de fabrication américaine aux rebelles. À l'époque, cette offensive victorieuse des djihadistes faisait craindre à Damas la chute de Lattaquié, qui est le fief ancestral de Bachar el-Assad. Au sud du pays, les rebelles soutenus dans le cadre de cette opération coordonnée par la CIA menaçaient de prendre la capitale syrienne durant l'été 2015, comme le Washington Post le rappela en juillet 2017. Or, le journaliste à l'origine de cet article oublia de mentionner le fait que les factions progressant alors vers Damas et Lattaquié étaient respectivement l'« État Islamique » au sud-ouest, et une coalition de groupes armés menée par les djihadistes du Front al-Nosra et d'Ahrar al-Sham au nord-ouest. Durant cet été 2015, les analystes de la CIA et les planificateurs du Pentagone commencèrent à anticiper ce qu'ils appelaient un « succès catastrophique », puisqu'il aurait amené les rebelles djihadistes à renverser Assad sans toutefois créer un gouvernement fort et modéré. Au final, en janvier 2019, différents spécialistes et journalistes occidentaux déplorèrent la reprise d'Idlib par l'organisation Hayat Tahrir al-Sham (HTS), dont l'ancien nom est le Front al-Nosra. Ils oublièrent pourtant de rappeler le rôle central de la CIA et de ses alliés dans la prise initiale de cette province par la branche d'al-Qaïda en Syrie et ses soutiens au premier trimestre 2015.

Pouvez-vous nous préciser pourquoi cette amnésie collective au sujet de cette opération de la CIA, de la DGSE et de leurs nombreux partenaires régionaux est problématique ?

Comme je le documente dans mon livre, *La guerre de l'ombre en Syrie*, des dizaines de milliers de tonnes d'armes et des millions de munitions ont été introduites entre 2011 et 2017 sur le théâtre de guerre syrien grâce à cette opération, baptisée Timber Sycamore par la CIA. Il est aussi avéré que ces armements ont principalement équipé des groupes djihadistes, dont la milice terroriste qui s'autoproclama « État Islamique » en juin 2014. Des sources de haut niveau ont confirmé le fait que ce vaste trafic d'armes avait massivement alimenté les factions islamistes anti-Assad. Par exemple, en juin 2017, l'ancien Premier Ministre du Qatar reconnut qu'« en Syrie, tout le monde [avait] commis des erreurs, y compris [Washington] », en référence à leur soutien en faveur des milices extrémistes. Il ajouta que, dès les premiers stades du conflit, l'ensemble des commanditaires de Timber Sycamore s'étaient mis à « coopérer via deux salles d'opérations : l'une basée en Jordanie et l'autre en Turquie. (...) Y collaboraient différentes nations, dont certains membres du Conseil de Coopération du Golfe, soit l'Arabie saoudite, les Émirats Arabes Unis, le Qatar, mais également les États-Unis et d'autres alliés. Et ils travaillaient ensemble dans ces bases. Nous soutenions tous ces mêmes groupes. Nous avons fait de même en Turquie. »

Dès 2011, le Qatar fut d'ailleurs le pays le plus actif dans l'appui clandestin des mercenaires djihadistes anti-Assad, et l'Arabie saoudite prit le leadership de ces efforts de soutien matériel et financier à partir de l'année 2013. Selon The Atlantic, dans un article dont les révélations n'ont jamais été démenties, « les largesses militaires et économiques du Qatar ont appuyé le Front al-Nosra, à tel point qu'un haut responsable de cet émirat [déclara] qu'il pouvait identifier les commandants de cette organisation en fonction des quartiers qu'ils contrôlaient dans différentes villes syriennes [en 2014]. Mais l'État Islamique est un autre sujet. Comme un important officiel du Qatar l'a affirmé, "Daech est un projet saoudien" ». Cet argument fut confirmé par les intéressés en juin 2014, lorsque le ministre des Affaires étrangères Saoud al-Fayçal affirma que l'« État Islamique » était une « réponse » saoudienne à l'influence iranienne en Irak, selon le Financial Times. En parallèle, al-Nosra garda des liens si étroits avec le Qatar que son leader Mohammed al-Joulani sortit de sa clandestinité pour apparaître à plusieurs reprises sur Al Jazeera.

Les puissances du Golfe sont-elles les seules responsables de cette guerre secrète en Syrie ? En d'autres termes, quel rôle ont joué les puissances occidentales dans cette opération, donc dans la montée en puissance fulgurante des groupes djihadistes ?

En fait, cette opération a été lancée par les États-Unis, la Grande-Bretagne et leurs alliés turcs et moyen-orientaux à partir de l'automne 2011, et ce dans le but de renverser Bachar el-Assad. Comme je l'ai documenté dans mon livre, *La guerre de l'ombre en Syrie*, les services spéciaux français ont participé à cette opération, bien que l'on ignore leur rôle exact et le début de leur engagement dans cette campagne. En septembre 2011, un Barack Obama réticent accepta que la CIA puisse armer en secret des rebelles anti-Assad. Or, dès l'année suivante, il s'est avéré que ces combattants n'étaient pas aussi « modérés » qu'on nous les présentait dans les médias grand public. Plus précisément, comme de nombreux experts l'ont relevé, l'Armée Syrienne Libre soutenue par les puissances occidentales a principalement servi de vecteur de fonds, d'armes, de munitions et de combattants pour soutenir l'effort de guerre des groupes djihadistes anti-Assad, qui étaient nettement mieux financés et plus efficaces sur le terrain.

Impliquant différents États et leurs réseaux de soutien – dont celui des « donateurs privés » des pétromonarchies –, cette opération

est désormais bien documentée. Et les informations dont nous disposons indiquent une responsabilité conjointe de nos alliés du Qatar et de l'Arabie saoudite dans le financement de l'organisation « État Islamique ». Comme l'a remarqué le journaliste Patrick Cockburn, « [Richard] Dearlove, qui dirigea le MI6 entre 1999 et 2004, (...) ne doute pas que des financements continus et substantiels provenant de donateurs privés en Arabie saoudite et au Qatar – qui auraient pu agir dans l'impunité grâce à leurs gouvernements respectifs –, aient joué un rôle central dans la montée en puissance de Daech à travers les régions sunnites de l'Irak. (...) Étonnamment, ces révélations explosives de Dearlove (...) incriminant l'Arabie saoudite [et le Qatar] dans le soutien de la rébellion sunnite menée par Daech ont très peu attiré l'attention. » L'implication avérée des services secrets occidentaux dans cette campagne pourrait expliquer cette quasi-omerta en Europe et aux États-Unis. En effet, le journaliste d'investigation Gareth Porter, l'ex-diplomate et ancien officier du MI6 Alastair Crooke, ainsi que l'universitaire Jeffrey D. Sachs ont tous trois expliqué que l'opération Timber Sycamore avait décisivement favorisé la montée en puissance de la nébuleuse djihadiste en Syrie, y compris de l'« État Islamique ». Par ailleurs, comme indiqué dans mon livre, *La guerre de l'ombre en Syrie*, l'Armée Syrienne Libre appuyée par les puissances occidentales a soutenu l'effort de guerre du futur « État Islamique » jusqu'à l'hiver 2013-2014, un fait qui m'a notamment été confirmé par les chercheurs et spécialistes de la Syrie Fabrice Balanche et Joshua Landis. Enfin, il a été démontré par l'ONG Conflict Armament Research que le gigantesque trafic d'armes chapeauté par la CIA et le GIP saoudien avait « considérablement amplifié les capacités militaires » de Daech entre 2014 et 2017, dans une ampleur « très loin [d'être due] aux seules prises de guerre ». Ce processus concerne en particulier les munitions transférées par la CIA et le GIP à des factions rebelles en Syrie. En effet, selon le spécialiste Damien Spleeters, ces artefacts ont été retrouvés en abondance dans les arsenaux de l'« État Islamique » entre 2014 et 2017, après avoir été « très rapidement » redistribués à des intermédiaires en Turquie et en

Jordanie – un processus qu'il décrit comme régulier, ce qui induit un réseau structuré derrière ce trafic.

Certes, les services spéciaux français ont participé à cette opération de changement de régime, mais ils étaient intégrés dans un plus vaste dispositif coordonné par la CIA, cette agence s'appuyant principalement sur des fonds saoudiens durant sa campagne syrienne – selon des révélations du *New York Times* publiées en janvier 2016. Le Qatar, la Turquie et la Jordanie furent également cités par ce journal comme d'importants bailleurs de fonds de cette opération, cette liste de financeurs étatiques n'étant pas exhaustive. Au final, comme le chercheur britannique Christopher Davidson le rappelle dans mon livre, « le pouvoir syrien [a notoirement facilité] la tâche de petits groupes de djihadistes dès 2003, et [a fermé] l'œil sur leurs activités lorsqu'il semblait opportun de le faire, y compris après 2011. Certes critiquables, ces manigances ne sont pourtant pas l'apanage exclusif de l'État syrien, et elles sont loin d'avoir eu autant d'impact que le gigantesque réseau d'approvisionnement en armes et en munitions, le financement massif et l'appui diplomatique de haut niveau apportés à la nébuleuse djihadiste anti-Assad par différentes puissances extérieures. Coordinée et encouragée par les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN, cette politique clandestine a engendré une crise internationale de grande ampleur, un exode massif de réfugiés et de déplacés, et la quasi-destruction de l'État syrien. » Christopher Davidson conclue son argumentaire en rappelant que, « dans le monde occidental, de nombreux journalistes, dirigeants et experts oublient ou négligent cet aspect pourtant majeur du conflit » – un refus d'affronter la réalité qui m'a conduit à écrire mon livre.

Devant l'ampleur de ce drame humain, il est rassurant, pour nos gouvernants, de désigner leurs rivaux géopolitiques syriens, russes et chiites comme les seuls et uniques responsables de ce cataclysme. À l'avenir, il serait préférable de sortir de ce déni collectif et de tirer les enseignements de notre fiasco syrien ; en d'autres termes, de ne plus lancer des opérations de changement de régime en aidant nos alliés du Golfe à soutenir nos ennemis djihadistes. En effet, il est légitime de se demander si Daech aurait pu acquérir une telle puissance de feu, donc un tel pouvoir d'attraction, si les chancelleries occidentales avaient dissuadé les pétromonarchies de financer et de soutenir cette organisation.

Maxime Chaix, auteur de *La guerre de l'ombre en Syrie*, paru en mars 2019 aux éditions Erick Bonnier.